

Brochure n° 3100

Convention collective nationale

**IDCC : 43. – ENTREPRISES DE COMMISSION,
DE COURTAGE ET DE COMMERCE INTRACOMMUNAUTAIRE
ET D'IMPORTATION-EXPORTATION
DE FRANCE MÉTROPOLITAINE (CCNIE)**

**ACCORD DU 18 SEPTEMBRE 2007
PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 17 DE LA CONVENTION**
NOR : ASET0751171M
IDCC : 43

Article 1^{er}

Modification de l'article 17

L'article 17 de la CCNIE est modifié comme suit :

« En cas de maladie ou d'accident, l'intéressé devra en informer son employeur dans un délai maximum de 48 heures, sauf en cas de force majeure.

En cas de maladie ou d'accident dûment constatés par certificat médical et contre-visite s'il y a lieu, les appointements mensuels seront payés à plein salaire sur les bases suivantes :

ANNÉE DE PRÉSENCE CONTINUE dans l'entreprise	PAIEMENT DES APPOINTEMENTS
1 an	1 mois
3 ans	1 mois 1/2
5 ans	2 mois
10 ans	2 mois 1/4
15 ans	2 mois 1/2
20 ans	2 mois 3/4

ANNÉE DE PRÉSENCE CONTINUE dans l'entreprise	PAIEMENT DES APPOINTEMENTS
25 ans	3 mois
30 ans	3 mois 1/4
32 ans	3 mois 1/2
35 ans et au-delà	4 mois

Si plusieurs arrêts maladie sont accordés à un salarié au cours d'une même année civile, la durée du paiement ne pourra excéder au total celle des périodes fixées ci-dessus.

Lorsqu'un arrêt maladie est à cheval sur 2 années civiles, les droits à indemnisation pour la totalité de cet arrêt sont appréciés au 1^{er} jour de l'arrêt.

Par exemple, un salarié ayant 6 ans d'ancienneté est arrêté du 1^{er} au 15 mars année N et du 1^{er} décembre année N au 1^{er} février année N + 1.

Il est indemnisé du 1^{er} mars au 15 mars et du 1^{er} décembre au 15 janvier.

Les indemnités seront réduites de la valeur des prestations journalières auxquelles les intéressés ont droit au titre de la sécurité sociale, des accidents du travail ou de tout autre régime de prévoyance comportant participation financière de l'entreprise.

Pendant la même période, les salariés auront l'obligation de déclarer ces prestations.

Pour l'appréciation des droits, les périodes d'arrêt consécutives à un accident de travail ne se cumulent pas avec les périodes d'arrêt de congé maladie. »

Article 2

Force obligatoire de l'accord

Les accords d'entreprise, d'établissement ou de groupe ne peuvent déroger en tout ou partie aux dispositions du présent accord sauf clauses plus favorables aux salariés.

Article 3

Entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt et de l'extension du présent accord, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Fait à Paris, le 18 septembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat des négociants et commissionnaires à l'international (SNCI) ;

Union professionnelle des opérateurs spécialisés du commerce international (OSCI) ;

Syndicat des exportateurs-importateurs de textiles (SEIT) ;

Fédération des entreprises industrielles et commerciales internationales de la mécanique et de l'électronique (FICIME) ;

Fédération nationale de commerce des négociants spécialisés en produits alimentaires (FIPA) ;

Union française du commerce chimique, 1^{re} section (UFCC) ;

Fédération française des syndicats de courtiers en marchandises (FFSCM).

Syndicats de salariés :

Fédération des services CFDT ;

Fédération nationale commerce, services et force de vente CFTC ;

Fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services (FNECS) CGC.